



BILAN DROMESQERE / groupe de pilotage France / MAI 2007

1- Historique

Les équipes du CLIVE (Centre de Liaison et d'Information Voyage Ecole) et de l'école d'adaptation des gens du voyage d'Orléans ont intégré le projet DROMESQERE sur proposition de Jean-Pierre LIEGEOIS en novembre 2005 suite au désistement du partenaire français de Dijon pour des problèmes de santé du coordonnateur.

La réunion transnationale de PARIS (novembre 2005) nous a permis d'affiner la compréhension des différents objectifs de ce projet. Nous avons dû nous adapter à ce qui avait déjà été décidé par les partenaires Espagnols et Roumains lors de leur rencontre transnationale initiale à Murcie à laquelle nous n'étions pas (mars 2005).

Nous avons proposé une autre distribution du budget alloué pour permettre en France des réunions nationales sans lesquelles le projet ne pouvait aboutir, les personnes engagées dans le groupe de pilotage habitant des régions différentes.

Cette proposition a été acceptée par les partenaires et par la commission européenne.

Nous avons également demandé aux partenaires de nous transmettre les cours que nous pensions en partie rédigés. Le but était d'envisager une partie du contenu commune à tous les pays. Nous avons besoin de nous appuyer sur les rédactions existantes pour construire nos propres modules dans les délais impartis puisque nous intégrions un projet en cours. En fait les documents des partenaires étaient aussi en cours de rédaction et l'échange n'a pas été possible.

Nous avons dû très rapidement mobiliser des adhérents du CLIVE ainsi que les enseignants de l'école d'adaptation pour rattraper notre retard.

Notre premier travail a été de renseigner les rubriques de la plateforme DROMESQERE. Nous avons constitué un comité de pilotage qui a pu se réunir régulièrement et ainsi organiser, coordonner et permettre la rédaction des différents modules du cours télématique sur le modèle proposé par le coordonnateur du projet.

Nous avons sous-évalué le temps de travail du coordonnateur général national du projet. Les coordonnateurs des modules, membres du comité de pilotage, ont intensément communiqué par téléphone et par courriels, en dehors des rencontres nationales à Paris.

A ce stade du projet, force est de constater que nous n'atteindrons pas l'objectif de former 200 professionnels dans les temps impartis. Par contre nous nous proposons de travailler le cours et sa mise en ligne sur le site du CLIVE (<http://www.clive-asso.fr>) pour pouvoir proposer la formation à d'autres personnes après la date de fin du projet. En rendant le cours fonctionnel sur le site du CLIVE, il pourra vivre sans autres moyens financiers que les temps de bénévolat des adhérents impliqués dans le groupe de pilotage DROMESQERE. Nous atteindrons ainsi et dépasserons avec le temps les objectifs fixés par nos partenaires en début de projet.

Nous souhaitons que ce temps de travail soit reconnu et financé. Nous demandons, au sein du poste budgétaire intitulé « PERSONNEL » le transfert de la partie de crédits non utilisés des lignes « tuteurs » et « formation des tuteurs » sur les lignes « coordination générale du projet » et « heures groupe de pilotage ».

Egalement dans le poste budgétaire intitulé « Autres frais », nous avons pu fonctionner sans location de salle, la somme allouée pour l'accès à Internet n'a été utilisée que partiellement chacun utilisant son accès personnel, les lignes « élaboration des contenus » et « Publications et apport » n'ont pas été utilisées à ce jour. Nous souhaitons avoir la possibilité en septembre d'utiliser ces crédits pour l'achat de livres afin de constituer pour le CLIVE une bibliothèque nationale de prêt des livres référencés dans le cours et dans le site DROMESQERE. Ces ouvrages seront mis à la disposition des stagiaires des futures sessions de formation.

2- La structure du cours :

Nous avons réuni les modules « interculturalité » et « bonnes pratiques » en un seul module intitulé « Pratiques pédagogiques ».

La France ne reconnaît pas législativement les minorités et reçoit tous les enfants dans l'école de la république en jouant la carte de la mixité et du socle commun. L'idée de ce module est de mettre en valeur les pratiques pédagogiques qui sont particulièrement adaptées aux enfants du voyage et qui par là même bénéficient à tous les enfants.

De nombreux rédacteurs ont participé à la rédaction du cours selon diverses qualifications et expériences professionnelles.

Les différents modules du cours sont denses.

Nous proposons deux exercices en fin de module : un QCM en lien direct avec le cours, une production personnelle concrète nourrie par le cours et par la pratique de chacun.

3- La diffusion

Malgré notre demande le ministère de l'Education Nationale n'a pas diffusé notre proposition de formation. Aucune demande n'a transité par les rectorats et les Inspections Académiques. Les inscriptions que nous avons reçues sont passées par nos propres canaux de diffusion : CASNAV (Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage), Associations, Centres de formation....

4- Les stagiaires

La première session a concerné 25 personnes qui jouaient un rôle de « testeur ». Cette première session de cours, encadrée par 6 tuteurs (recrutés parmi les rédacteurs) s'est déroulée de mai à octobre 2006. Pour des raisons pratiques évidentes (travail l'été pendant les vacances scolaires) le travail et les échanges entre stagiaires et tuteurs n'ont pas toujours transité par la plateforme.

La seconde session a démarré le 20 janvier 2007.

51 personnes sont inscrites avec une majorité d'enseignants mais également des travailleurs sociaux, des animateurs, des éducateurs, des militants associatifs...

Nous constatons 2 abandons.

13 stagiaires ont fini le cours dans le temps imparti ou avec un petit retard. Les autres stagiaires demandent un délai, les tuteurs sont favorables.

Le coordonnateur du projet autorise la validation jusqu'au 15 septembre.

Le suivi des stagiaires est précis et les échanges sont réguliers, une moyenne de 5 stagiaires par tuteurs est pertinente.

Le cours représente plus de 70h de travail. Pour la majorité des stagiaires le temps de formation nécessaire est de 6 mois.

Le cours n'aboutit pas en France à une validation reconnue en UV, il s'agit essentiellement d'une formation personnelle, et même si les stagiaires savent qu'à la fin de la formation ils recevront une attestation, celle-ci n'a pas de reconnaissance institutionnelle réelle. Cet aspect est sans nul doute à travailler pour la poursuite de la formation au-delà du projet européen, mais demandera du temps car l'accès à la certification d'un tel cours en France n'est pas évidente à obtenir.

5- Le déroulement du projet

- Nous regrettons le peu de concertation entre les trois pays au cours de la phase de rédaction des cours. Notre incorporation au projet (réunion transnationale de Paris) devait être facilitée par l'apport des cours élaborés en espagnol et en roumain. Ce qui n'a pas été le cas. Et ce n'est que très tardivement que nous avons eu la possibilité d'accéder à la plateforme espagnole et roumaine (avec un code d'élève virtuel pour accéder aux contenus des cours élaborés par les collègues étrangers) alors que nous leur avons régulièrement communiqué, au fur et à mesure de leur élaboration, nos propres contenus de cours. Aucun échange constructif n'a eu lieu sur les contenus entre les partenaires des trois pays.
- Sous la pression d'échéances ponctuelles, il a fallu par à-coups répondre à des demandes au lieu de planifier sur le long terme.
- La réunion transnationale de Murcie nous a fait défaut. La réunion préparatoire est essentielle pour la construction du projet. Celle de Paris n'a pas joué son rôle de travail intermédiaire puisqu'elle a été utilisée pour l'incorporation de la nouvelle équipe française. Dès lors que nous incorporions le projet en cours, il manquait une réunion de travail et de réflexion commune, qui aurait dû se situer après l'été 2006, c'est-à-dire avant le lancement de la session de formation de janvier 2007.
- Les membres du groupe de pilotage ont le sentiment que des décisions sont prises de façon unilatérale par les collègues partenaires (exemple la date de la réunion à Timisoara) sans véritable consultation.
- La plateforme dysfonctionne régulièrement et par les retours que nous avons les stagiaires trouvent qu'elle n'est ni intuitive ni conviviale pour les Français.
- Les stagiaires n'ont pas utilisé les forums mis à leur disposition.
- Le financement des rédacteurs n'est pas assuré et de nombreuses questions restent sans réponses.
- Le CLIVE et l'école d'adaptation des gens du voyage d'Orléans ne souhaitent pas mettre en difficulté les partenaires espagnols et Roumains et ne refusent pas d'emblée une participation possible au congrès virtuel de septembre. Cependant, n'ayant pas été associés à la réflexion au sujet de ce projet de congrès virtuel nous ne cernons pas le fonctionnement du dispositif. Nous ne nous engagerons que lorsque nous en comprendrons le fonctionnement. Le temps que chaque personne peut accorder au congrès est réduit dans la mesure où celui-ci se déroule pendant notre temps de travail. Notre groupe de pilotage DROMESQERE est composé de 6 personnes actuellement,

il nous est impossible de constituer un comité scientifique. Pour mobiliser d'autres personnes sur cette action, il faudrait du temps dont nous ne disposons pas. Nous ne comprenons pas la justification de l'engagement des 20 € qui risque à notre avis de freiner la participation des Français qui ne trouvent pas, dans ce projet, de validation institutionnelle.

- Rédaction du cours : elle a permis d'engager une dynamique exceptionnelle au sein du CLIVE et de l'école d'adaptation des gens du voyage d'Orléans.
- Le matériel acquis (vidéo projecteur, ordinateurs, imprimantes)...a été très utile.
- Les réunions nationales de travail ont été très enrichissantes et appréciées. Les frais de déplacement ont été remboursés rapidement et régulièrement.
- Intérêt des stagiaires : cet outil est apprécié et tient son rôle d'outil de formation.
- Les productions des stagiaires sont concrètes et permettent d'enrichir tout de suite des réflexions et des pratiques locales.
- Le projet donne au CLIVE une aura auprès de l'Education Nationale et des élus.
- Le report de la date du congrès virtuel (de juin 2007 à septembre 2007) facilitera dans tous les cas l'implication du groupe de pilotage dans ce projet final, même si à l'évidence il faudra vraisemblablement adapter l'ampleur de la participation française à la réalité objective des possibilités matérielles des personnes ressources en France.

6- Perspective :

Cette première expérience a été enrichissante et nous a donné la perception qu'un travail plus collaboratif avec les partenaires étrangers pourrait être encore plus riche.

Nous souhaiterions dans les années à venir :

- Reconduire un projet européen en tant que partenaire, mais en participant dès le départ à la construction du projet ;
- Coordonner un projet européen lorsque nous aurons trouvé un thème suffisamment fédérateur.